

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 17 (2010)
Heft: 2: Les intellectuels en Suisse au 20e siècle = Intellektuelle in der Schweiz im 20. Jahrhundert

Buchbesprechung: Literatur zum Thema = Comptes rendus thématiques

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Literatur zum Thema

Comptes rendus thématiques

Henri Roorda et l'humour zèbre

**Pédagogue libertaire,
chroniqueur facétieux**

Humus, Lausanne 2009, 144 p., fr. 25.–

Sa drôlerie lui a été funeste. La postérité a préféré ne retenir de lui que le personnage excentrique et parfois loufoque (louphoque, comme il disait dans son bestiaire imaginaire), l'humoriste lucide et désespéré qui publiait des «trésors de gaieté» mais se suicida en 1925, en oubliant le militant libertaire pacifiste, qui s'inscrit, il est vrai, moins facilement dans le paysage littéraire vaudois. Ce livre collectif édité à l'occasion d'une exposition au Musée historique de Lausanne a le mérite de rappeler dans quel terreau prend racine l'humour de Henri Roorda (1870–1925), grâce notamment à des correspondances inédites et à l'exhumation de textes oubliés dans les *Oeuvres complètes* publiées en 1969 par André Guex à l'Age d'homme en 1969.

Le père de Henri, Sicco, est un fonctionnaire hollandais au parcours atypique qui finira par être renvoyé pour ses positions anticolonialistes. Installé en Suisse, il est en contact épistolaire avec les milieux anarchistes, il fréquente Eliée Reclus, le fameux géographe réfugié à Clarens, rencontre Pierre Kropotkin, alors installé à Genève. Le jeune Henri est très marqué par ces relations, notamment Reclus qui est un père spirituel pour lui, prenant la place de Sicco, décédé alors que le jeune homme n'a que 16 ans. Dès l'adolescence, il s'affirme «communiste-anarchiste», dans une version morale et non-violente, comme le montre la correspondance qu'il entretient avec

Reclus rentré en France, avec Domela Nieuwenhuis ou avec Jacques Gross. Il publie plusieurs articles dans les revues anarchistes ou socialistes de l'époque, *Les Temps Nouveaux* ou *L'Humanité nouvelle*. Au sortir de l'Université, à 22 ans, il est engagé comme professeur d'arithmétique et de mathématiques à l'Ecole supérieure de jeunes filles, à Lausanne, puis au Collège classique. Il fera toute sa carrière dans l'enseignement secondaire.

Enseignant et libertaire, il est inévitable que Henri s'intéresse à la pédagogie nouvelle. Dès la fin des années 1890, il dénonce l'école comme lieu d'apprentissage de la docilité et du savoir inutile dans des textes qui connaissent un certain succès. Il entretient des liens avec l'Institut Jean-Jacques Rousseau, à Genève, et avec l'Ecole Ferrer, créée à Lausanne en 1909. Sa correspondance révèle un ample réseau anarchisant, de Max Nettlau à Paul Robin, d'Amédée Catonné, dit Dunois, à Luigi Galleani... Il se lie par ailleurs d'amitié avec Edmond Gilliard, son collègue au Collège, avec qui il partage une position marginale dans l'institution.

Lorsque la guerre éclate, il affirme son antimilitarisme et son pacifisme dans plusieurs revues romandes, les *Cahiers vaudois*, *L'Arbalète*, les *Tablettes*. A-t-il été alors frappé par l'impuissance du mouvement ouvrier à empêcher la guerre? Faut-il y voir les premiers signes de découragement et de lassitude qui l'amèneront quelques années plus tard au suicide? Roorda abandonne une certaine âpreté, devient moins radical, se moque du verbalisme révolutionnaire. En 1917, son fameux texte, *Le pédagogue n'aime pas les enfants*, loin d'être un brûlot militant, est destiné à ses

collègues et sera apprécié par plusieurs d'entre eux. Cette même année, il entame ses chroniques désabusées et drôles dans la *Tribune de Lausanne*, continuera dans cette veine avec l'*Almanach Balthasar* puis avec ses collaborations à la *Gazette de Lausanne* et à la *Tribune de Genève*. Paradoxalement, au moment même où ses publications se multiplient, Roorda plonge dans la dépression. Il se suicide en 1925.

Cet ouvrage redonne à l'humour de Roorda sa profondeur, rééquilibre le personnage, sans cacher ni sa retenue politique – il ne fut pas un homme de parti ou d'organisation – ni son impression d'engluement dans un quotidien déprimant. Mais, comme souvent dans les colloques, les contributions réunies ici sont «spécialisées» – l'une porte sur Roorda pédagogue, l'autre sur Roorda anarchiste, une autre sur Roorda éditeur d'almanach, et caetera. Elles ouvrent des perspectives nouvelles, mais font vivement souhaiter une synthèse, où l'importance de la Grande Guerre, notamment, dans cet itinéraire, pourrait être mieux montrée.

Alain Clavien (Fribourg)

Eric Santschi
Par delà la France et l'Allemagne
 Gonzague de Reynold,
 Denis de Rougemont et
 quelques lettrés libéraux suisses
 face à la crise de la modernité

Alphil, Neuchâtel 2003, 656 p., fr. 59.–

Issu d'une thèse, l'ouvrage volumineux (650 pages) présenté par Eric Santschi est consacré pour l'essentiel à l'œuvre littéraire et politique de Gonzague de Reynold (1880–1970), aristocrate fribourgeois, figure de proue de la droite catholique et sympathisant, sinon instigateur de la droite extrême en Suisse. Certes dans son intitulé, cette étude renvoie également à Denis de

Rougemont (1906–1985) et à «quelques lettrés libéraux suisses». Mais ces protagonistes, loin d'incarner une part substantielle d'une problématique cohérente, apparaissent par la suite comme de simples faire-valoir de l'aristocrate fribourgeois.

De cette optique, découle aussi le plan de l'ouvrage, qui suit l'ordre chronologique des publications de G. de Reynold, recensées ici en nombre impressionnant. Quant aux contributions de ses contemporains, elles sont puisées surtout dans le *Journal de Genève*, qui sert dans ce cas de source principale. En laissant l'impression, discutable, que de Reynold s'est imposé comme chef intellectuel de la droite genevoise, tout en ralliant à ses vues les protestants «libéraux» détenteurs de l'héritage de Calvin. De son côté, la trame biographique concrète de G. de Reynold ne se dessine qu'en filigrane et seulement de manière allusive – les chapitres les plus instructifs étant sans doute ceux où sont cités des extraits des correspondances entre ce dernier et ses interlocuteurs. Si bien que pour saisir les enjeux des activités du personnage au centre de cette étude, mieux vaut se référer ponctuellement à l'excellent ouvrage d'Aram Mattioli: *Gonzague de Reynold, idéologue d'une Suisse autoritaire* (Editions universitaires, Fribourg 1997).

Le travail de M. Santschi s'ouvre sur la narration de ladite «conquête de Genève» par de Reynold et l'avènement de l'«Helvétisme» à l'aube du 20e siècle et durant la Première Guerre mondiale. Pour s'attacher ensuite, dans une deuxième partie, aux écrits littéraires et journalistiques de G. de Reynold au cours de l'après-guerre, dont le point culminant est la publication en 1929 de *La démocratie et la Suisse*, commentée par ailleurs de manière peu critique. Puis conforme à l'itinéraire de G. de Reynold qui déménage à Bème, la troisième partie s'éloigne relativement de Genève, pour introduire la

vision «germano-romaine» de l'aristocrate fribourgeois. Des circonstances où apparaît enfin la figure de Denis de Rougemont, alors à Paris où il s'initie au «personnalisme» dans les milieux d'une élite ambiguë à la recherche d'une supposée troisième voie entre démocratie et fascisme. Une expérience dont on pourrait déduire, mais M. Santschi ne le fait pas, qu'elle se trouve au fondement des affinités de pensée entre de Rougement et de Reynold, tous deux acquis à l'esprit élitaire et anti-démocratique.

Ce sur quoi, la quatrième partie reprend pour l'entre-deux-guerres le thème de l'«Helvétisme», auquel se greffe désormais des informations sur la collaboration de G. de Reynold avec l'extrême droite genevoise, appelée ici pudiquement «droite populaire». Ajoutons que sans aucun fondement, cette partie s'ouvre sous les auspices d'un certain lyrisme ramuzien, avec un premier chapitre intitulé: «Le Passage du poète»...

Quant à la cinquième et dernière partie, elle porte sur les années 1930 et la Seconde Guerre mondiale, lorsque de Reynold se rapproche du frontisme et de l'idéologie fasciste. Il n'en demeure pas moins que pris en écharpe par le mot clé de «Helvétisme rénové», le traitement de cet épisode masque l'alignement de ce dernier non seulement sur la droite extrême suisse, mais aussi sur le «nouvel ordre» de l'Allemagne nazie.

Ce survol du contenu fait émerger quelques notions phares, dont M. Santschi se sert pour construire une sorte d'axe de références censées ordonner l'œuvre de Gonzague de Reynold. A ceci près que l'«Helvétisme», tout d'abord, n'est jamais clairement défini ou analysé, mais utilisé en permanence pour créer l'illusion d'une cohérence dans la pensée reynoldienne. Dans un autre registre, il en est de même pour l'image d'une «Genève capitale», à savoir le supposé lieu fort de l'activité de

l'aristocrate fribourgeois, où le *Journal de Genève* jouerait le rôle de plateforme pour la diffusion de ses perspectives politiques. Côte à côte ces deux axes factices, on trouve entre autres des expressions telles «Romandisme», «Suisse germano-romaine» ou «dépassement révolutionnaire-conservateur», convoquées sans doute pour donner aux idées de G. de Reynold une profondeur ou une étendue sans pareil. Le comble de la confusion vient toutefois de l'usage réitéré et abusif de notions comme «libéral», «libéralisme», «fond intellectuel libéral» ou encore «corde libérale» qui, insérées dans un contexte singulièrement brouillé, masque le fait que de Reynold s'était donné pour mission ultime de mettre fin à la démocratie, à la Suisse libérale de 1848 et à ses droits politiques.

D'autres faits ou conceptions par contre, pourtant caractéristiques de la pensée de G. de Reynold, sont pour leur part négligés ou soigneusement écartés. Font ainsi défaut, entre autres, l'antisémitisme ou les textes élogieux sur le régime de Salazar. On cherchera aussi en vain un article paru dans la *Schweizer Illustrierte Zeitung* du 25 décembre 1940, où de Reynold plaide pour une coopération active avec la nouvelle Europe de Hitler; ou encore celui de septembre 1941 dans *Aktion*, une revue de propagande de l'Allemagne nazie. Des exemples, parmi d'autres, qui pourraient témoigner des précautions prises par M. Santschi pour construire une image de l'aristocrate fribourgeois en grand intellectuel à la «sensibilité libérale».

Ceci étant, on aurait souhaité qu'en lieu et place d'une approche chronologique aux écrits de G. de Reynold, rythmée par maintes et inévitables redondances, M. Santschi procède par une analyse thématique. Ce qui lui aurait sans doute permis non seulement de moins diluer son propos, mais aussi de mieux scruter les figures importantes de la pensée rey-

noldienne. Sans oublier la masse de faits ou patronymes évoqués sans la moindre information pour les situer, et dont la conséquence prive le lectorat du suivi et du contexte nécessaires à la compréhension de la pensée, déjà fort ambiguë, de Gonzague de Reynold.

Hans Ulrich Jost (Lausanne)

Erwin Marti

Carl Albert Loosli, 1877–1959

Im eignen Land verbannt
(1914–1959)

Bd. 3, Erster Teil

Chronos, Zürich 2009, 528 S., Fr. 68.–

Vielgestaltig waren seine geistigen Interessen, innovativ seine Denkart. Das Leben und Werk des Schweizer Schriftstellers Carl Albert Loosli (1877–1959) laden dazu ein, den progressiven, provokanten und kämpferischen Künstler historisch im literarischen Feld seiner Zeit zu verorten. Ein solches Vorhaben entlang des intellektuellensoziologischen Ansatzes Pierre Bourdieus erscheint in sofern viel versprechend, als Loosli die Machtkonstellationen des literarischen Betriebes in der Schweiz nicht nur kritisierte, sondern zugunsten von mehr Autonomie der Schreibenden sowie eines direkteren Zugangs ihrerseits zu den Lesenden gezielt zu verändern suchte. (148, 228) Dies nicht nur um dadurch die Wirkungschance seiner literarischen Texte, sondern auch seiner politischen Interventionen zu verbessern. Davon berichtet Loosli-Forscher Erwin Marti im vorliegenden Werk. Es handelt sich um den ersten Teil des dritten Bands innerhalb seiner umfangreichen Biografie über den Mundartschriftsteller, Journalisten und kritischen Intellektuellen aus dem bernischen Bümpliz. Während Marti im ersten Band die tragische Sozialisation des in diversen Jugendanstalten malträtierten Waisen

bis zu seiner Etablierung als Journalist (1877–1907) darlegt, konzentriert sich der zweite Band auf Loosli als Satiriker, Kriminalautor und Schweizkritiker, auf sein kulturpolitisches Engagement und seinen täglichen Existenzkampf (1904–1914). Der dritte Band nun, unterteilt in zwei Bücher, setzt sich mit den vielseitigen couragierten politischen Interventionen des Bümplizers auseinander (1914–1959); Band III/1 gilt es hier zu besprechen.

Looslis politische Eingriffe haben auch retrospektiv nichts an Faszination eingebüßt, vor allem wenn man bedenkt, wie innovativ seine Ideen und wie radikal seine soziopolitische Kritik auf Zeitgenossen gewirkt haben mochten. Entsprechend hoch, so Marti, war der Sanktionsdruck, dem sich der Intellektuelle aufgrund seiner Interventionen in brisante herrschaftspolitische Belange jahrzehntelang ausgesetzt sah, worauf der Untertitel des Buches – «Im eigenen Land verbannt» – verweist. Die damit einher gegangenen andauernden Probleme der familiären Existenzsicherung – Loosli hatte im Lauf der Jahre seine Frau und fünf Kinder zu versorgen, wirft die Frage nach Motiven seiner vielerorts angefeindeten Eingriffe auf. Diesbezüglich verweist Marti plausibel auf Looslis Sozialisation als Kind, Jugendlicher und Bohemien, in denen er Erfahrungen von so prägender Kraft gemacht hatte (vgl. Bd. 1), dass die Erinnerungen daran sein Denken und Handeln lebenslang leiteten. So hatte Loosli während seiner Odyssee durch Schweizer Jungenderziehungsanstalten, vor allem in Trachselwald «Diktatur mit Terror, Folter, Bespitzelung am eigenen Leibe erfahren, [...] Zensur und seelischen Zwang erlebt». Zudem war er 1898 in Paris «mittin in die Turbulenzen der Affäre Dreyfus» geraten, hatte vor Ort den beeindruckenden Kampf Emile Zolas zugunsten der Menschenrechte verfolgen können. (8 f.) Trachselwald und Paris als Looslis Schlüsselerlebnisse zu bezeichnen, ist nahe

liegend, denn zwei seiner wichtigsten und langwierigsten politischen Themen waren, erstens, die Reform des Anstaltswesen und Jugendrechts sowie, zweitens, die Bekämpfung des Antisemitismus in der Schweiz.

Es sind Looslis Interventionen in beide Sachgebiete, die Marti in jeweils zwei Kapiteln umfassend schildert. Wenngleich sich der Biograf nicht explizit auf theoretische Ansätze bezieht, beantwortet seine Gesamtdarstellung doch implizit ein an entsprechenden Fragestellungen orientiertes historisches Erkenntnisinteresse. Das Buch ist abgesehen von einer kurzen Einleitung in zehn Kapitel aufgeteilt. Am Ende befinden sich der Anmerkungsapparat, das Abkürzungsverzeichnis, die Bibliografie, ein Dank und ein Personenregister. Nach einem thematischen Aufriss (Kap. 1), folgt ein Abschnitt, der sich mit Looslis Gedankenwelt während des Ersten Weltkriegs auseinandersetzt (Kap. 2). In Kapitel 3 entfaltet Marti Looslis Freundschaft zum Schweizer Künstler Ferdinand Hodler, dessen Archivar er wurde. Es sind vor allem die Kapitel 4–10, in denen sich, dank Martis fundierter Darstellung, ein komplexes Bild des Intellektuellen Loosli erschliessen lässt.

In den Kapiteln 4, 7 und 8 wird vielfältig die elementare Bedeutung aufgezeigt, die Kunst gemäss Loosli für das Gemeinwesen habe, weswegen deren Schöpfern, so sein Plädoyer, auch von staatlicher Seite eine stärkere symbolische Geltung zugesprochen werden müsse. (147) Ausgehend von einem schlechten Menschenbild (275 f.) sah er den Zweck von Kunst in der «Förderung unseres allgemeinen Menschentums», (137) mithin in der «Gesittung» einer Gesellschaft im Sinn des Gegenteils von Barbarei. (284 f.) So engagierte er sich für die soziale Aufwertung und die berufliche Autonomie von Kulturschaffenden etwa für das Urheberrechtsgesetz (143) oder

für Selbstorganisation und Berufsausbildung. (145) Seine Ideen waren oft ihrer Zeit voraus, etwa sein Plädoyer für eine Alltagsgeschichte (279) oder seine angesichts des NS-Jargons 1934 formulierte These, Sprache diene als «zuverlässiger Gesittungsgradmesser» einer Gesellschaft. (260) So erscheint Loosli, gemäss Marti, bereits in den 1920er-Jahren hinsichtlich des sich auch in der Schweiz verbreitenden antisemitischen Klimas «geleitet vom Ge-spür des Visionärs, der drohendes Unheil ahnte». (310) Die Dreyfuss-Affäre habe ihn dafür sensibilisiert, «die Gefährlichkeit des Antisemitismus für die Demokratie, für die Menschen- und Bürgerrechte und für den Zusammenhalt eines Volkes zu erkennen». (291) Loosli – geleitet von Mitgefühl und Nächstenliebe sowie von Prinzipien der Aufklärung, Toleranz, Gerechtigkeit und des Minderheitenschutzes – griff ein, dies nicht zu letzt um der republikanischen Staatsform willen, zum Schutz der Schweizer Demokratie.

Er führte seinen unermüdlichen Kampf gegen den Antisemitismus in zahlreichen Schriften kenntnisreich und mit bewundernswerter Zivilcourage. Zu Recht würdigt Marti diese imposanten Interventionen, indem er detailliert davon Zeugnis ablegt. Bereits 1926 reagierte Loosli auf judenthetzerische Schmäh-schriften mit seiner viel beachteten Abhandlung *Die schlimmen Juden*. 1934 wurde er zum überparteilichen Gutachter im *Berner Prozess* berufen (Kap. 9 und 10). Antrieb, eingeklagte Wertideen, Argumentationen und Kritik werden von Marti ebenso ausgeführt wie die manngfache Resonanz darauf und die Netzwerke, in denen sich der Bümplizer bewegte. Sorgfältig stellt er auch Looslis bahnbrechende Eingriffe zu gunsten eines Wandels des Anstaltslebens und Jugendrechts dar (Kap. 5 und 6), die zu institutionellen Reformen führten.

Marti hat mit seinem quellenreichen Band III/1 eine facettenreiche Intellektuel-

lengeschichte über einen der bemerkenswertesten humanistischen Querdenker der Schweiz im 20. Jahrhundert vorgelegt. Anzumerken wäre, dass bei einigen Ausdrücken unklar ist, ob es sich um Quellenzitate handelt. Zudem hätten die Bibliografie durch eine alphabetische Ordnung übersichtlicher gestaltet und Looslis Ideen teilweise mehr historisiert werden können. Letztlich jedoch zählt, dass es Marti gelingt, die Magie eines engagierten Künstlers und kritischen Intellektuellen einzufangen, der zwar bei einigen Eliten seiner Zeit verfemt war, dessen Texte und Taten aber noch Jahrzehnte später zu fesseln vermögen.

Dorothee Liehr (Zürich)

Urs Bitterli
Jean Rudolf von Salis
 Historiker in bewegter Zeit

NZZ Verlag, Zurich 2009, 294 p., fr. 48.–

A l'instar d'autres intellectuels suisses d'origine aristocratique, Gonzague de Reynold ou Denis de Rougemont, Jean Rudolf de Salis a consacré des centaines de pages et plusieurs livres à se mettre en scène et à se construire son propre monument. Cette épaisse couche autobiographique, écrite dans un style plaisant, parfois complaisante par ailleurs, a longtemps été prise pour argent comptant. En bon historien, Urs Bitterli s'est attelé à une relecture critique de ces écrits, avec une approche fine et empathique. Il reprend les étapes de l'itinéraire de Salis, confronte ses dires avec d'autres sources, relève au passage les silences ou les enflures, les occasions manquées aussi, mais d'un ton modéré, mélange d'ironie et d'attendrissement parfois face à son ancien professeur un peu vantard, un ton qui change agréablement de celui des procureurs indignés.

Ce qui ressort de cette enquête ne bouleverse pas l'itinéraire général déjà connu, mais il en nuance certaines tonalités. Bitterli montre combien Salis apparaît durant les années d'entre-deux-guerres comme un parfait représentant de sa classe sociale, centré sur son existence privilégiée, d'une sensibilité politique qui le situe très à droite de l'échiquier politique, là où l'anticommunisme sert de boussole. Un tel positionnement n'est pas pour déplaire au Conseil fédéral qui nomme professeur d'histoire à l'Ecole polytechnique ce jeune homme de 34 ans, qui vient de terminer à Paris une thèse d'histoire. Cette charge n'est pas si lourde que Salis ne puisse reprendre, une fois ses premiers cours préparés, son œuvre de journaliste et de chroniqueur politique dans la *Neue Schweizer Rundschau*. Aligné sur les positions du Conseil fédéral, il dénonce les troubles d'une «clique internationaliste» qui, à Genève, s'agiterait autour de la Société des Nations, il déplore le ton trop libre de la *Neue Zürcher Zeitung* face au Troisième Reich. Dans la biographie pétrière d'admiration qu'il consacre en 1941 à Giuseppe Motta, Salis se montre très compréhensif pour les sympathies mussoliniennes du Conseiller fédéral tessinois.

D'avril 1940 à avril 1947, succédant au journaliste Herbert von Moos mis à l'écart par le Conseil fédéral à cause de ses positions anti-nazies (ce que Bitterli ne précise pas), Salis tient au micro de la radio suisse alémanique une chronique hebdomadaire qui connaît bientôt à l'étranger un immense succès. Cette expérience est déterminante pour sa carrière: sans elle, écrira-t-il bien plus tard avec une lucidité amusée, il serait resté un professeur d'histoire de province, connu de quelques collègues. Cette émission lui vaut en effet une célébrité dans les pays germanophones qui, au sortir de la guerre, voient en Salis un résistant des ondes, tout comme la France considérera le journaliste

René Payot, qui tient une émission analogue sur les ondes romandes, comme un résistant de la première heure. Pour l'un comme pour l'autre, il s'agit en fait d'une méprise. Toutes ces émissions ont été visées par la censure militaire, elles sont purement informatives, d'un ton neutre et froid. Les deux chroniqueurs ont du reste été choisis en fonction de leur conformisme politique. Mais pour les populations de l'Europe occupée, abruties de censure, ces simples informations équivalaient à un encouragement et à l'espoir. L'historienne Sybille Birrer avait déjà relevé ce malentendu et l'habileté de Salis, comme de Payot, à jouer de sa réputation résistante par la suite. Bitterli propose ici un élément de comparaison intéressant avec la «revue de la semaine» publiée de 1942 à 1944 par le jeune Herbert Lüthy dans le *St. Galler Tagblatt*, au ton beaucoup plus vif et d'une lucidité tranchante qui contrastent avec l'insignifiance des chroniques radio-phoniques de son aîné, même en tenant compte du fait qu'un chroniqueur de presse est plus libre de ses mouvements que le commentateur d'une radio officielle.

Sa réputation vaut à Salis un séjour à l'Université de Vienne, en pénurie d'enseignants suite à la dénazification. Précedé par sa célébrité radiophonique, les cours du professeur suisse connaissent un grand succès, mais lui se tiendra prudemment à l'écart de toute discussion politique, tout en multipliant les rencontres dans les milieux artistiques autant qu'avec ses collègues. C'est à Vienne que germe l'idée de son grand œuvre, une *Histoire universelle* de 1848 à 1949. Publié entre 1951 et 1960 en trois forts volumes, bien accueilli par la presse mais assez peu recensé par les revues professionnelles, cet ouvrage très européen-centré dans lequel les hommes politiques et les diplomates jouent le premier rôle, apparaît plus comme l'illustration brillante d'une ancienne tradition historique que comme

la manifestation d'une nouvelle histoire. Elève de Seignobos qui a été le directeur de sa thèse, Salis n'a jamais été sensible aux renouvellements de sa discipline par les sciences sociales, il ne s'intéresse pas aux discussions autour des *Annales*, ni avant ni après la guerre.

En 1952, Salis est nommé à la tête de Pro Helvetia. Il y restera douze ans, pendant lesquelles il détache peu à peu l'institution de la Défense nationale spirituelle, tout en restant proche du Conseiller fédéral Philipp Etter avec qui il s'entend très bien. En fait, il faut attendre le tournant des années 1960 pour que Salis commence à manifester de l'impatience face à l'anticommunisme primaire et face au conformisme étriqué qui ont cours en Suisse. Fidèle conseiller du prince, lucide mais discret, il n'intervient pourtant jamais dans la sphère publique, préférant le contact personnel avec un Conseiller fédéral à la prise de position médiatique. Dans le privé pourtant, Salis ne manque pas de courage, comme lorsqu'en 1964, il adresse une lettre indignée au Conseiller fédéral Kurt Furgler qui bafoue la «tradition suisse du droit d'asile» avec ses mesures contre les réfugiés chiliens. On retrouve ici cette différence entre le privé et le public, que Sybille Birrer avait thématisée, et qui chez Salis va grandissant depuis la Seconde Guerre mondiale. Question d'habitus, d'efficacité peut-être, de prudence sûrement. L'audace lui vient pourtant à la fin des années 1960, lorsque le vent, il est vrai, commence à tourner et que sa carrière s'achève. Salis accompagne alors de ses articles ou de ses émissions radiophoniques le combat des intellectuels non-conformistes, Max Frisch qu'il admire, ou Otto Walter, tout en restant à l'écart des pétitions ou de prises de position trop marquées. Le temps vient enfin de l'œuvre plus littéraire du mémorialiste qui consacre plusieurs livres à son itinéraire à travers le siècle, dans lesquels il évoque à son

avantage les conflits et les divergences qui étaient jusque-là restées privées. Cette œuvre demeure aujourd’hui la partie la plus lue de sa production.

Cherchant le scandale, le *Tages-Anzeiger* a ainsi pu titrer lors de la sortie du livre de Bitterli: «Sympathisante von Salis mit dem dritten Reich?» Procès stupide: faut-il vraiment que les choses soient noires ou blanches? L’itinéraire de Salis n’est pas si surprenant, que l’on songe par exemple à celui de certains journalistes fameux comme Pierre Béguin par exemple... C’est la force du petit livre de Bitterli que de rappeler que les hommes évoluent.

Alain Clavien (Fribourg)

Alexis Schwarzenbach
«Maman, tu dois lire mon livre»
 Annemarie Schwarzenbach,
 sa mère et sa grand-mère
 (trad. Etienne Barilier)

Metropolis, Genève 2007, 424 p., fr. 49.50

Initialement paru en allemand:

Die Geborene
 Renée Schwarzenbach-Wille
 und ihre Familie

Scheidegger & Spiess, Zürich 2004, fr. 48.–

A plus d’un titre, le livre d’Alexis Schwarzenbach est une entreprise hors du commun. D’abord parce qu’il évoque l’histoire, de 1883 à 1959, d’une famille bien particulière, que Niklaus Meienberg avait autrefois décrite comme un «clan», les Wille-Schwarzenbach. Ensuite parce que le point de départ principal de ses recherches est constitué de pas moins de 100 albums photographiques, méticuleusement remplis, mis en forme et annotés par son arrière-grand-mère, Renée Schwarzenbach. Enfin, parce que, justement, Alexis Schwarzenbach, historien de formation, fait lui-même partie de cette famille. Une famille qu’il

décrit de manière extrêmement détaillée, au point que la lecture de ces plus de 400 pages semble parfois nous emporter littéralement dans le quotidien des trois générations de femmes et de leurs proches, sur lesquelles son travail est centré.

Dès la première phrase de son avant-propos à l’édition allemande, parue en 2004, Alexis Schwarzenbach mentionne l’enquête de Niklaus Meienberg, *Le délire général. L’Armée suisse sous influence* (initialement publié en allemand en 1987). Autant dire que la présente recherche constitue une réponse à cet ouvrage qu’il qualifie de «polémique», (7) même si elle est par ailleurs bien plus que cela. En 1987, c’est presque par hasard que Meienberg était tombé sur une riche correspondance échangée entre le général Ulrich Wille et sa femme Clara, durant la période 1914–1918, ainsi que sur près d’un millier de photographies couvrant la période 1902–1935. Son enquête dénonçait les sympathies du «clan» envers la Prusse d’abord, puis le national-socialisme.

Un peu plus d’une décennie plus tard, l’affaire des fonds en déshérence et le Rapport Bergier ont changé la focale. De sorte que, si la richesse et la profondeur du travail historique mené pendant six ans par Alexis Schwarzenbach, permettent parfois de confirmer certaines des hypothèses avancées par Meienberg, ce travail minutieux permet avant tout d’affiner et de détailler l’histoire de cette famille de militaires et industriels suisses au-delà des clichés, sans pour autant nier ou minimiser les compromissions des ancêtres.

Au fond, le moteur du projet d’Alexis Schwarzenbach se situe ailleurs, dans ce qu’il décrit comme un «attrait magique» (7) que les albums photographiques de son arrière-grand-mère avaient exercé sur lui dès son enfance. Ainsi, au cœur de la recherche se trouve la tentative de faire connaissance avec des aïeules qu’il n’a jamais eu l’occasion de rencontrer. En

particulier, son arrière-grand-mère Renée Schwarzenbach, fille du général Ulrich Wille et de Clara Wille née von Bismarck, et mère de l'écrivain Annemarie Schwarzenbach.

Ce qui retient particulièrement l'attention, c'est le système d'échos extrêmement dense établi entre les différents types de sources. Le point de départ est donc cette centaine d'albums photographiques élaborés avec minutie par Renée Schwarzenbach. On y trouve des «albums-journaux», où les photographies apparaissent par ordre chronologique et sont accompagnées de légendes correspondant directement à son journal intime, à côté d'albums plus thématiques: les différents enfants, les chevaux et courses équestres en général, ainsi que la vie de chacun de ses chevaux d'élevage. Il est mentionné que ce fonds d'archives, déposé en 1980 par l'un des fils de Renée Schwarzenbach à la *Zentralbibliothek* de Zurich, est estimé à quelque 10'000 négatifs photographiques. A ces albums s'ajoute l'équivalent de dix heures de films, que Renée a tourné dès 1928. Par ailleurs, Alexis Schwarzenbach évoque comme principales sources écrites une vaste correspondance entre Renée et ses frères et sœurs, son mari, et ses enfants. Toutefois, il ne subsiste la plupart du temps que les lettres envoyées, et non celles qu'elle avait elle-même reçues. Enfin, et chose importante, l'auteur a également eu recours à des rapports de police, des documents diplomatiques, ainsi que des dossiers médicaux.

Du point de vue de la reconstruction de l'histoire familiale, cet ouvrage met en lumière et pose un certain nombre de questions importantes. Tout d'abord, si l'auteur évoque donc comme point de départ principal de sa recherche les photographies, force est cependant de constater qu'il n'en présente qu'un nombre relativement restreint, soit 55, sur les quelque 10'000. Face à l'ampleur du fonds, il serait inté-

ressant de savoir comment se sont opérés les choix.

Plus problématique, cependant, est l'usage parfois ambivalent que peut faire l'auteur de certaines de ces photos. En effet, l'une des conclusions majeures développées à partir des archives manuscrites concerne l'homosexualité de Renée Schwarzenbach, qui a entretenu pendant plusieurs décennies une relation avec la chanteuse d'opéra Emmy Krüger. Ainsi, l'une des hypothèses principales de la recherche est que cette homosexualité, qui était vécue sans être nécessairement explicitement nommée, aurait été l'une des sources des nombreux conflits qui ont émaillé les relations souvent très difficiles entre Renée et sa fille Annemarie. La pertinence de cette hypothèse est cependant par moments troublée par certains commentaires que l'auteur formule en lien avec un nombre restreint de photographies, au sujet desquelles il prête à la photographe ou à certaines personnes photographiées des désirs homosexuels qui ressemblent parfois plus à une projection du chercheur qu'à des faits objectivement vérifiables.

Si cet aspect n'oblitère aucunement l'ensemble de la recherche, il soulève cependant la question des critères de sélection, d'une part, et, d'autre part, des modalités de présentation de ces photographies. En effet, celles-ci sont regroupées dans un cahier central, et il n'y a par ailleurs aucun fac-similé qui permette de se représenter la disposition originale des photos dans les différents albums. Ceci est particulièrement flagrant lorsqu'il place d'un côté une photo de Renée et son mari Alfred, de l'autre une photo prise au même endroit d'Alfred et Emmy Krüger. Il serait ici éclairant de savoir si c'est Renée ou l'auteur qui met en place la trame narrative qu'implique la disposition en vis-à-vis des photographies.

Néanmoins, sans conteste, les rares passages plus subjectifs sont largement

contrebalancés par la richesse du travail sur les archives, certainement facilité par l'appartenance d'Alexis Schwarzenbach au «clan». Car, de fait, il semble légitime de formuler l'hypothèse que, en tant que membre de la famille, celui-ci a pu avoir accès à des sources qui seraient autrement restées relativement inaccessibles: certaines archives lui ont été léguées; par ailleurs, l'ouverture des archives familiales par leur gardien, Jürg Wille, fils cadet du frère de Renée, aura certainement été rendue plus aisée. De surcroît, l'auteur note combien il a pu compter sur différents membres de sa famille pour obtenir l'accès aux dossiers médicaux d'Annemarie, et de son frère Robert-Ulrich. Dans le cas d'Annemarie, si l'auteur ne démêle pas entièrement l'écheveau des polémiques qui ont entouré le décès de sa grande-tante, du moins apporte-t-il de nouvelles informations importantes. Celles-ci mettent en évidence l'interaction de différents facteurs: accident de vélo et dépendance à la morphine, certes. Mais aussi très probablement schizophrénie, ou du moins le traitement psychiatrique de choc consécutif au diagnostic de cette maladie.

Au final, cette recherche ouvre donc certainement une question importante, du point de vue de l'élaboration de l'histoire familiale: qui est le plus à même d'œuvrer dans le chantier des archives familiales, en étant en position d'accéder à un maximum de sources écrites, photographiques et orales, tout en garantissant la plus grande objectivité scientifique possible? Ce livre en offre en tout cas un exemple saisissant.

Sylvie Ramel (Genève)

Caroline Calame
Une écrivaine engagée
T. Combe (1856–1933)

Nouvelle Revue neuchâteloise, no 91–92, automne–hiver 2006, 143 p., fr. 28.–

Alice Rivaz, Monique Saint-Hélier ou Corinna Bille, impossible aujourd'hui d'aborder la littérature romande sans prendre en compte la contribution de ses auteurs féminins. Cette reconnaissance ne fut pourtant que tardive. Il aura en effet fallu attendre le début des années 1980 et l'affirmation du paradigme gender pour que les milieux académiques et littéraires daignent se pencher sérieusement sur l'apport des femmes à la littérature romande, sous l'impulsion des travaux de Doris Jakubec, de Françoise Fornerod et plus tardivement, de Monique Pavillon. Reste que jusqu'ici, les études concernant les auteures précédant le 20e siècle ne sont pas légion. Chacune d'elles est dès lors à considérer avec d'autant plus d'attention. Saluons donc l'initiative de Caroline Calame, qui a consacré en 2006 à T. Combe, l'une des plus prolifiques auteures romandes du 19e siècle, la consistante monographie *Une écrivaine engagée. T. Combe (1856–1933)*.

D'autres chercheurs, parmi lesquels Monique Pavillon, s'étaient auparavant intéressés à l'écrivaine neuchâteloise, mais de manière bien moins complète que ne l'a fait Caroline Calame à l'occasion du 150e anniversaire de la naissance de celle-là. De la jeunesse locloise, dans une famille d'ouvriers de l'horlogerie, aux combats pour l'interdiction de l'absinthe ou l'instauration du suffrage féminin, en passant par la collaboration à la *Bibliothèque universelle* d'Edouard Talichet, l'historienne a méthodiquement dépouillé le fonds T. Combe, conservé à la Bibliothèque du Locle qui en est la propriétaire, pour restituer, à grand renfort de documents iconographiques, la riche

chronologie du parcours de l'auteure locloise. Ce dernier est doublement intéressant dans la perspective d'une histoire des intellectuels. Littérairement d'abord, puisque l'œuvre de T. Combe s'insère dans la période qui précède l'émergence d'une littérature romande faisant éclater le cadre régionaliste. Caroline Calame met en évidence les contraintes pesant sur cette femme écrivant à une époque où «l'écrivain féminin suscite la méfiance ou l'ironie». Celle qui s'appelle en réalité Adèle Huguenin devra ainsi se cacher derrière un pseudonyme androgyne pour éluder le préjugé négatif pesant sur la littérature féminine. Si elle rencontrera rapidement un certain succès dans le canton de Neuchâtel et même au-delà grâce à la *Bibliothèque universelle*, ses textes, empreints d'un naturalisme régional difficilement exportable, ne s'imposeront jamais auprès du public français malgré plusieurs tentatives de percée.

Mais c'est moins sur le plan littéraire que sur celui de l'engagement que T. Combe apparaît comme une figure emblématique de l'histoire des intellectuels helvétiques. A partir de 1890, à la suite de ce que Caroline Calame appelle une «crise morale», T. Combe mettra en effet sa plume au service de ses idées. Elle n'écrira dès lors plus que des récits édifiants. Le premier en date, *Une Croix*, marque le début d'une croisade contre l'alcool qui culminera avec son investissement en faveur de l'initiative pour l'interdiction de l'absinthe, qui sera acceptée par le peuple en 1908. T. Combe militera également pour la valorisation du rôle de la femme au foyer. Mais contrairement à beaucoup de ses homologues de la première génération de féministes suisses, elle concentrera son action sur les classes populaires. C'est à leur attention qu'elle animera jusqu'à la fin de sa vie plusieurs groupes destinés à inculquer aux jeunes filles de l'époque les

rudiments de l'économie domestique et de la bonne moralité. En vertu du rôle central qu'assume selon elle la femme au sein de la famille, T. Combe plaidera en outre pour le suffrage féminin. Ces différents combats l'amèneront au cours de ses 20 dernières années de vie à devenir une compagnonne de route du parti socialiste loclois, dont la plupart des membres sont abstinents et soutiennent eux aussi le suffrage féminin.

Si l'on peut adresser quelque reproche à Caroline Calame, c'est sans doute celui de ne pas suffisamment mettre en perspective ce que son analyse exhaustive des sources démontre. Ainsi, l'on regrettera que l'auteure ne s'attarde pas davantage sur la première vague féministe suisse, mouvement protéiforme complexe auquel T. Combe contribue, notamment par son action pédagogique auprès des jeunes filles de classes populaires. L'on pourra également regretter le manque de points de comparaison fournis par Caroline Calame quant à la place qu'occupe T. Combe dans la littérature romande de la fin du 19e siècle. Mais ce type de lacunes se retrouve dans bien des biographies.

François Tardin (Neuchâtel)

Matthias von Gunten Max Frisch Citoyen

Hessegreutert Film, Pelican Films GmbH, Look Now, DVD, 94 min., 2008, fr. 38.–

Pour qui s'intéresse à la Suisse du second 20e siècle, Max Frisch (1911–1991) est une figure incontournable. Mais de celles qui occupent une place particulière, à la fois centrale et marginale. Simultanément «mauvaise conscience» du pays et patriote tourmenté, produit du terroir et nomade cosmopolite, écrivain «engagé» et moraliste rétif au politique, l'écrivain zurichois aura tellement cultivé les paradoxes – tout comme le doute permanent – qu'il n'a

offert que peu de prise à ceux qui auraient été tentés d'en faire un porte-drapeau militant ou une icône culturelle. Quant à la Suisse officielle, elle aura attendu la remise du prestigieux Prix de la Paix des Libraires et Editeurs allemands en 1976 pour le recevoir solennellement! Il faut dire que l'homme n'a pas ménagé les élites du pays et que son hostilité à l'égard de l'Etat se radicalisera encore au soir de sa vie, lorsqu'éclatera l'affaire des fiches.

Si Max Frisch est un personnage trop complexe, trop mouvant et trop insaisissable pour se laisser enfermer dans des catégories bien arrêtées, il n'en demeure pas moins qu'il a exercé dès le début des années 1950 une fonction très affirmée d'«intellectuel de gauche», qui plus est de renommée internationale. Quel autre Suisse, en effet, pourrait se targuer d'avoir été reçu par un secrétaire d'Etat américain en pleine guerre du Vietnam (Henry Kissinger en 1970) et par un chancelier de la RFA au moment paroxystique de l'«automne allemand» (Helmut Schmidt lors de l'enlèvement du patron des patrons Hanns Martin Schleyer par la *Rote Armee Fraktion* en 1977)?

C'est de cette figure paradoxale, longtemps détestée dans les milieux bien pensants helvétiques et continûment surveillée par la Police fédérale, que le film documentaire de Matthias von Gunten dresse le portrait. Un portrait sensible et sobre, rempli de grâce et de poésie, progressant lentement, au rythme lancinant de quelques notes de piano mélancoliques. L'esprit n'est pas à la fête: tandis qu'il tend vers la fin un peu triste de son protagoniste, le film s'achève également en forme de tombeau de la figure générique de l'intellectuel suisse.

Comme son titre l'indique, le film prend le parti de s'attacher à la face citoyenne de Frisch, au détriment par exemple d'une analyse littéraire ou stylistique. Pour autant, le verbe est loin d'être

absent. Au contraire, puisque le film a pour fil rouge les deux *Journaux* que Frisch a publiés respectivement en 1950 et 1972. Et de nombreuses citations, puisées dans l'œuvre de l'écrivain, émaillent le propos. En réalité, plutôt que du «citoyen», il est ici question de l'«intellectuel», engagé principalement dans une double quête d'identité: la sienne propre et celle du pays auquel il appartient (malgré lui), les deux se mêlant inextricablement. D'où la tonalité sinon métaphysique, du moins fortement existentialiste qui se dégage du film, qui coïncide d'ailleurs opportunément avec ce qui constitue l'essence de la démarche de l'auteur – ainsi qu'avec un certain esprit du temps (Sartre).

Suivant une trame chronologique à laquelle les *Journaux* confèrent une épaisseur plus détachée, presque atemporelle, et à partir d'une combinaison d'images d'archives et de témoignages (Peter Bichsel, Gottfried Honegger, Helmut Schmidt, Günter Grass, Christa Wolf, Henry Kissinger...), le film déroule les grandes phases de la vie de Frisch: de ses premiers élans littéraires interrompus par la nécessité d'exercer une activité lucrative (études d'architecture en 1936–1940, bureau d'architecte en 1942) jusqu'au sursaut inattendu de la fin des années 1980 où, aguillonné par le débat autour de l'abolition de l'armée, Frisch a repris la plume et retrouvé le goût de la dispute (*Suisse sans armée? Un palabre*, 1989). En cours de route, le spectateur aura pu saisir l'importance de la Seconde Guerre mondiale dans le «réveil» d'une conscience (Frisch était très conservateur et conformiste jusque là); sa sensibilité aigüe pour la «question allemande» et le sort tragique des juifs (voir notamment ses réflexions sur Varsovie); le choc causé par les essais nucléaires américains sur l'atoll de Bikini; son incompatibilité avec le mouvement organisé des intellectuels philo-communistes (il quitte prématurément le Congrès

pour la Paix de Wroclaw en 1948); sa fascination pour la ville de Berlin («Celui qui ne s'installe pas à Berlin ne peut que s'en prendre à lui-même»); son irritation grandissante devant les rigidités culturelles et idéologiques d'une Suisse plongée dans la défense spirituelle de guerre froide; sa lucidité quant à la neutralité («Le fait que la Suisse s'abstienne de toute prise de position officielle lors de conflits internationaux ne change rien au fait qu'elle est intégrée à l'hégémonie américaine. Sa neutralité aujourd'hui est le mutisme correct d'un vassal»); son besoin pressant de changement d'air («A Zurich je me dégrade par la routine»); son indignation face à la montée de la vague xénophobe («Le petit peuple de maîtres se sent en danger. On a réclamé de la main d'œuvre, et ce sont des hommes qui arrivent...»); son attitude bienveillante envers les étudiants contestataires de 1967 (qui est surtout une dénonciation de la répression policière) et modérément empathique à l'endroit des adeptes de la lutte armée; son opposition – farouche cette fois-ci – à la guerre du Vietnam, qui l'amène notamment à rédiger la belle épigraphe d'une fontaine zurichoise («Ici repose en 1967 personne, aucun grand contemporain... ici aucune victoire n'a eu lieu... commémorons ici nos actes d'aujourd'hui... cette pierre qui est muette fut érigée à l'époque de la guerre du Vietnam»).

La beauté du film est saisissante et ses options esthétiques sont assurément une réussite du point de vue formel. L'œuvre fonctionne sur le principe du mimétisme: Frisch faisait l'éloge d'«une existence réellement vécue à partir de la pensée», alors von Gunten bâtit son film sur le monologue intérieur d'un écrivain qui appréhendait l'écriture – et la parole – comme un moyen de savoir qui l'on est, comme une expérience intime permettant de se découvrir soi-même. «On se lance pour se dévoiler». Or, la parti-

cularité de Frisch, et son intérêt pour les historiens et les lecteurs en général, c'est que cette recherche d'identité personnelle emprunte le chemin d'une réflexion identitaire collective, questionnant radicalement l'«identité nationale» et mettant chacun en demeure de se définir par rapport à elle. Comme le dit Bichsel, c'est sans doute à Max Frisch que l'on doit l'invention du thème de la «Suissitude» dans la littérature contemporaine, que d'autres tenants de la «tradition civique» s'approprieront à leur tour (Friedrich Dürrenmatt, Niklaus Meienberg, Adolf Muschg, et caetera).

Pour ce qui est de l'être humain de chair et d'os, de ses idées politiques précises, de sa vision de la société et de sa sociabilité, le documentaire reste malheureusement assez évasif. Certes, sur ces dernières, le personnage l'était lui-même – et il avait horreur de la familiarité. Von Gunten pousse le mimétisme jusqu'à reprendre à son compte la pudeur de son héros. On aurait quand même pu tenter de cerner plus précisément l'«utopie», la «vision» qui animaient l'auteur entre autres de *Stiller*, *Homo Faber*, *Andorra* et *Monsieur Bonhomme et les incendiaires* – et celui qui, fort de son expérience d'architecte, échafauda le projet urbanistique d'une ville idéale (*Achtung: die Schweiz*, 1955). Même en admettant que l'utopie, chez Frisch, correspondait davantage à une tournure d'esprit qu'à un programme politique, on aurait pu creuser cet aspect central, bien mis en lumière par certaines études (Anne-Marie Gresser, *La Suisse, territoire de l'utopie*, Paris 2005). Si son antimilitarisme d'après-guerre et ses inclinations pour les valeurs des Lumières et de la solidarité ressortent clairement, on aurait aussi aimé en savoir davantage sur ses rapports avec le socialisme (l'idéal socialiste autant que les différentes formes de socialisme réellement existant). Ses liens amicaux, mais néanmoins empreints d'une

certaine tension, avec des personnalités comme Bertolt Brecht et Christa Wolf, auraient pu être l'occasion d'une clarification idéologique.

Quant à la dimension corrosive du polémiste, si elle est loin d'être gommée par von Gunten, elle est tout de même

un peu désamorcée par le ton sentimental du film et sa tendance à l'esthétisation, qui ne rendent pas compte de l'intensité et de la virulence des réactions provoquées par les piques de Frisch.

Luc van Dongen (Genève, Fribourg)